

Rwanda, trente ans après

La chronique de
**Sophia
Aram**



En prenant la parole le 7 avril pour déclarer ne rien avoir à ajouter ni à retrancher de ce qu'il avait déjà dit, non seulement Emmanuel Macron organise le vide autour d'une platitude, mais il le fait à l'occasion de la commémoration des 30 ans du génocide perpétré contre les Tutsis du Rwanda. Or, il y a peu de sujets supportant moins l'amateurisme qu'un génocide, surtout quand le sujet en question engage la « responsabilité accablante de la France ». Une responsabilité qui inviterait pourtant à préférer l'humilité à ce monument de prétention : « Je crois avoir tout dit ce 27 mai 2021 quand j'étais parmi vous. »

Tout dit de quoi ? Du génocide ? De la responsabilité de la France ? De la vie en général ? Parce que même Jésus, qui n'est pas le dernier à rappeler ce qu'il disait lorsqu'il était parmi nous, n'a sans doute pas la prétention d'avoir « tout dit », ni le narcissisme suffisant pour revenir le dire dans une allocution vidéo.

Vu de Kigali, où j'assiste aux commémorations, le grotesque de « l'apparition présidentielle » prend toute sa dimension. Le plus difficile étant la lassitude exprimée par les rescapés devant le spectacle d'un président français s'évertuant à piétiner le nécessaire travail de reconnaissance qu'il avait fait pourtant lui-même avec la commission Duclert.

À Paris, dans la presse et sur les plateaux télé, l'exposé des faits par les historiens, les rescapés et d'autres témoins cohabite toujours avec les derniers partisans de ce que Vincent Duclert désigne comme le triple déni français : « celui du génocide [...], celui des responsabilités de la France [...] et enfin celui qui porte sur la légitimité du pouvoir qui a vaincu les génocidaires ». Un déni imposé par François Mitterrand à une époque où le président de la République pouvait parler de « génocides » au pluriel lors du

sommet franco-africain de novembre 1994 à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques) ou faire accueillir la tout juste évacuée Agathe Habyarimana, à sa descente de l'avion, avec un bouquet de fleurs et une enveloppe de 200 000 francs.

Avec le temps, les partisans du déni sont moins vaillants, mais les mots sont toujours là pour minimiser le fait que « nous avons été les parrains, les tuteurs, les protecteurs, les alliés et les amis de ceux qui ont préparé et exécuté l'éradi-

cation d'un million de Tutsis », comme l'écrit Laurent Larcher dans son livre « Papa, qu'est-ce qu'on a fait au Rwanda ? ».

Ce qui marque, c'est la constance du mépris pour les Rwandais par les protagonistes français de ce naufrage au premier rang desquels l'ancien secrétaire général de l'Élysée. Un mépris intact depuis l'époque où Hubert Védrine militait, « quelle que soit la nature de l'antagonisme entre Hutus et Tutsis », pour une solution à « deux pays distincts » (« Le Point », 23 novembre 1996).

Parce qu'au fond, pour ces derniers partisans du déni français, peu importe l'avis des Rwandais quand il s'agit d'entériner « l'antagonisme » entre deux « ethnies » fabriquées par le mauvais génie d'une occupation coloniale et peu importent les causes profondes d'un génocide quand on choisit de le réduire à un simple « antagonisme interethnique ». Un mépris que l'on retrouve également dans les propos d'Antony Blinken pleurant « les milliers de Tutsis, Hutus, Twas et autres » sans préciser si, pour mieux diluer la réalité du génocide perpétré contre les Tutsis, sa compassion s'étend jusqu'aux animaux domestiques.

Dans l'avion du retour, j'écoute Vincent Hugeux rappeler l'essentiel : « La France, en trois décennies, est passée du déni massif à l'aveu graduel dans son rôle au Rwanda », et c'est ce que j'ai envie de retenir.

Sophia Aram
est chroniqueuse et humoriste



Avec le temps, les partisans du déni sont moins vaillants, mais les mots sont toujours là pour minimiser